



Écomatériaux dans le bâtiment : le rôle clé des artisans dans une diffusion encore entravée

Aurore Dudka (Ph.D.), consultante
sur les dimensions sociales de la transition énergétique

Écomatériaux dans le bâtiment : le rôle clé des artisans dans une diffusion encore entravée



Aurore Dudka (Ph.D.),
consultante sur les dimensions sociales de la transition énergétique

AVERTISSEMENT

Cette note de recherche a été rédigée par Aurore Dudka à partir de matériaux recueillis dans le cadre d'un projet de recherche mené avec l'Ajena et Alterre dans l'appel à projets **Coop' Rêno** de l'Ademe consacré à l'autorénovation accompagnée (ARA). Les analyses conduites dans ce cadre ont notamment mis en évidence des liens étroits entre ARA et l'usage d'écomatériaux, ce qui a conduit à partager et à prolonger ces résultats en en proposant la rédaction et la publication à LEROY MERLIN Source.

Les photos qui illustrent cette note de recherche ont été réalisées par Arnault Leroy (Ajena) lors d'un chantier chaux-chanvre dans le Jura.



notes de recherche LEROY MERLIN Source

Cheffe de projet recherche :

Claire Letertre,
responsable de LEROY MERLIN Source

Coordination scientifique et éditoriale :

Denis Bernadet, animateur scientifique,
LEROY MERLIN Source

Coordination graphique - maquette :

Emmanuel Besson

Correction - relecture :

Béatrice Balmelle

Mai 2026

Principaux enseignements	4
Lexique	5
Introduction	6
Spécificité de l'échantillon et implications méthodologiques	7
Au-delà des déterminants classiques : une lecture relationnelle des écomatériaux	8
Un surcoût possible mais intégré dans des arbitrages économiques qui doivent faire sens	9
Une performance reconnue et pensée à partir du bâti	10
Le poids décisif des routines professionnelles	11
Écomatériaux et précarité énergétique : un levier pour une transition juste	13
Recommandations à destination des acteurs de la rénovation	15
Mieux intégrer les artisans dans la fabrique des politiques de rénovation	15
Reconnaître le coût d'apprentissage lié à l'évolution des pratiques	17
Améliorer la lisibilité et la stabilité des signaux publics	18
Faire des écomatériaux un levier d'amélioration des conditions de travail et d'attractivité des métiers	19
Au-delà des matériaux : les conditions sociales de leur diffusion	20
Bibliographie	21
Remerciements	22



Principaux enseignements

1. La performance technique des écomatériaux ne constitue pas un frein

94 % des artisans interrogés considèrent que les écomatériaux sont aussi performants, voire plus performants, que les matériaux conventionnels.

Les professionnels soulignent également leurs bénéfices en matière de confort d'été, de régulation de l'humidité et de qualité de l'air intérieur.

2. Les principaux obstacles relèvent des pratiques professionnelles et du cadre institutionnel

89 % des artisans identifient les routines professionnelles comme le principal frein à la diffusion des écomatériaux, tandis que 78 % estiment que la reconnaissance institutionnelle reste insuffisante. La diffusion des écomatériaux dépend ainsi fortement des conditions d'apprentissage, de l'organisation du travail et de la lisibilité des dispositifs publics.

3. Les écomatériaux associés à la lutte contre la précarité énergétique

92 % des artisans interrogés estiment avoir un rôle à jouer dans la lutte contre la précarité énergétique.

Les entretiens montrent que les écomatériaux sont souvent associés à une exigence de qualité constructive, particulièrement importante pour les ménages vulnérables. Au-delà de l'amélioration durable de l'habitat, leur mobilisation traduit aussi une logique de reconnaissance : celle du droit de chacun à un logement sain et de qualité, tout en réaffirmant le rôle social de l'artisan.

4. Les écomatériaux sont déjà largement utilisés par certains segments d'artisans

Plus de 80 % des artisans interrogés et engagés dans l'ARA déclarent utiliser régulièrement des écomatériaux.

Ces résultats soulignent l'intérêt de **reconnaître les artisans comme des acteurs centraux de la transition du bâtiment, en particulier les communautés de pratiques déjà existantes** : des partenaires pragmatiques et non idéalistes dont l'expérience peut nourrir de nouvelles formes de gouvernance et de coopération avec les acteurs privés et territoriaux pour diffuser de nouvelles manières de faire.

Lexique

Matériaux biosourcés

Matériaux de construction fabriqués en tout ou partie à partir de matière organique renouvelable issue de la biomasse végétale ou animale (par exemple bois, chanvre, paille, ouate de cellulose, laine de mouton). Dans le bâtiment, la qualification de biosourcé renvoie avant tout à l'origine biologique de la ressource, indépendamment de ses performances environnementales globales.

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/materiaux-construction-biosources-geosource>

Écomatériaux

Matériaux caractérisés par leurs performances environnementales et sanitaires sur l'ensemble de leur cycle de vie (extraction, transformation, transport, mise en œuvre, usage, fin de vie).

Ils peuvent être biosourcés, géosourcés (terre crue), recyclés ou issus de filières industrielles bas carbone. La notion est plus large et plus normative que celle de matériau biosourcé.

Théorie du *middle-out*

Approche qui met en évidence le rôle des acteurs intermédiaires (« *middle actors* ») dans les processus de changement sociotechnique. Situés entre décideurs et usagers, ces acteurs peuvent influencer la transition vers le haut (*upstream*), vers le bas (*downstream*) et latéralement (*sideways*), notamment en agissant comme facilitateurs, médiateurs et agrégateurs.

Autorénovation accompagnée (ARA)

Dispositif dans lequel des ménages réalisent eux-mêmes une partie des travaux de rénovation, avec un encadrement technique et souvent social. L'ARA peut viser des objectifs économiques (réduction des coûts), écologiques (usage d'écomatériaux) et sociaux (réinsertion, capacitation).

Routines professionnelles

Ensemble de gestes, savoir-faire et pratiques stabilisées dans le temps, transmis par formation initiale ou compagnonnage. Les routines structurent l'activité quotidienne des artisans et peuvent constituer un frein à l'introduction de nouveaux matériaux.

Précarité énergétique

Situation dans laquelle un ménage éprouve des difficultés à satisfaire ses besoins énergétiques de base (chauffage, eau chaude, confort thermique) en raison de faibles revenus, d'un logement énergivore ou de coûts élevés de l'énergie.

<https://onpe.org>

Introduction

La transition écologique du secteur du bâtiment s'impose aujourd'hui comme un axe structurant des politiques climatiques, en raison du poids du secteur dans les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'énergie et la production de déchets.

En Europe, le bâtiment représente près de 40 % de la consommation finale d'énergie et environ 36 % des émissions de gaz à effet de serre, ce qui en fait une cible prioritaire des stratégies de décarbonation. En France, ces enjeux ont trouvé une traduction normative à travers un ensemble de réformes : mise en œuvre de la RE2020 – qui introduit l'analyse du cycle de vie des bâtiments et la prise en compte du carbone incorporé –, loi Climat et Résilience visant à accélérer la rénovation énergétique, loi AGEC en faveur de l'économie circulaire, révisions successives de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD), ainsi qu'intégration de critères carbone dans la taxonomie verte européenne.

Cette dynamique s'accompagne d'un intérêt croissant des acteurs industriels : aux côtés des entreprises historiquement positionnées sur ces filières, de grands groupes du bâtiment investissent désormais le secteur des écomatériaux, structurent leurs chaînes d'approvisionnement, développent des produits certifiés et les intègrent à leurs stratégies de décarbonation et d'économie circulaire.

Pour autant, malgré cet environnement réglementaire renforcé et ces signaux de marché favorables, la diffusion effective des écomatériaux demeure inégale, notamment dans le champ de la rénovation, avec une adoption sur les chantiers qui reste contrastée. Ce décalage entre ambition politique, structuration progressive de l'offre et mise en œuvre effective invite à interroger les conditions concrètes de la transition matérielle dans le secteur.

Dans cette perspective, les artisans occupent une position stratégique dans la transition du secteur du bâtiment. Situés à l'interface entre prescriptions réglementaires, choix techniques des concepteurs et arbitrages économiques des maîtres d'ouvrage, ils assurent la traduction concrète des orientations environnementales dans l'espace du chantier (Killip and Owen, 2020 ; Murtagh *et al.*, 2021). Pourtant, leur rôle demeure relativement peu étudié, alors même qu'ils sont au cœur de la mise en œuvre des projets.

L'analyse proposée, fondée sur une enquête quantitative auprès de 219 artisans et complétée par dix entretiens semi-directifs, s'inscrit dans un renouveau théorique qui déplace l'attention des seules incitations économiques ou réglementaires vers les dimensions relationnelles de la transition. Inspirée des approches des pratiques sociales et des travaux sur les acteurs intermédiaires des transitions – notamment la théorie *middle-out* (Parag and Janda, 2014) –, elle considère les artisans non comme de simples exécutants techniques, mais comme des interprètes des cadres normatifs et des médiateurs de l'innovation.

Dans cette perspective *middle-out*, les artisans occupent une position charnière : situés entre dynamiques descendantes des politiques publiques et logiques ascendantes de la demande, ils traduisent concrètement les orientations environnementales dans l'espace du chantier (Simpson *et al.*, 2021). Leur pouvoir d'orientation est réel : selon leurs pratiques et leurs représentations du risque, ils peuvent accélérer, adapter ou freiner l'intégration des écomatériaux (Owen *et al.*, 2014). La transition environnementale apparaît ainsi comme un processus situé, inscrit dans des interactions professionnelles et des configurations relationnelles, plutôt que comme la simple diffusion linéaire de solutions techniques (Brown *et al.*, 2025 ; Middlemiss *et al.*, 2024).

Spécificité de l'échantillon et implications méthodologiques

La présente note de recherche s'appuie sur une enquête nationale menée auprès de 219 artisans, majoritairement engagés dans des démarches d'autorénovation accompagnée (ARA). L'échantillon ne vise pas à représenter l'ensemble du secteur du bâtiment. Il correspond plutôt à un segment professionnel spécifique, structuré par l'implication dans des réseaux et collectifs investis dans des pratiques d'accompagnement et dans des formes alternatives de rénovation sur différents types d'habitat.

Cette configuration façonne le profil des répondants. L'ARA implique en effet une posture pédagogique, une relation directe – souvent prolongée – avec les ménages, ainsi qu'une attention particulière aux enjeux environnementaux (Ademe, 2022, 2023). Les artisans interrogés appartiennent ainsi à un milieu professionnel déjà sensibilisé aux questions écologiques et, en moyenne, plus engagé dans l'usage des écomatériaux que la population professionnelle dans son ensemble.

Cette spécificité limite toute prétention à une généralisation statistique. Elle constitue néanmoins un point d'appui analytique central. L'enquête ne cherche pas à mesurer un taux moyen de diffusion des écomatériaux, mais à analyser les tensions et arbitrages qui traversent un milieu professionnel a priori favorable à leur usage. Autrement dit, il s'agit d'examiner les freins non pas dans un univers réfractaire, mais dans un environnement déjà engagé dans ces dynamiques.

Les résultats quantitatifs confirment ce positionnement singulier : plus de 80 % des répondants déclarent utiliser régulièrement des écomatériaux, tandis que moins de 3 % affirment ne pas s'y intéresser. Ces proportions apparaissent nettement supérieures aux taux d'adoption généralement rapportés dans la littérature, où un peu moins d'un artisan sur deux déclare recourir à ce type de matériaux (Nomadéis, 2015), même si ces pratiques connaissent une diffusion croissante ces dernières années avec l'expansion du marché des matériaux à faible impact environnemental (AICB, 2024).

L'intérêt analytique réside précisément dans cet écart. En se concentrant sur un groupe d'artisans plus engagés que la moyenne sectorielle, l'étude permet d'identifier plus finement les opportunités mais aussi les obstacles rencontrés par ceux qui cherchent concrètement à intégrer les écomatériaux dans leurs pratiques professionnelles. Elle invite en particulier à interroger la manière dont ces artisans, en tant qu'acteurs intermédiaires, négocient, interprètent et traduisent les orientations environnementales dans leur travail quotidien.

Au-delà des déterminants classiques : une lecture relationnelle des écomatériaux

Les analyses traditionnelles de la diffusion des innovations dans le bâtiment mettent généralement l'accent sur deux déterminants majeurs : le coût et la performance technique. L'enquête confirme que ces dimensions restent présentes dans les représentations professionnelles. Toutefois, elle montre qu'elles ne suffisent pas à rendre compte des logiques d'appropriation des écomatériaux.

Derrière les arbitrages économiques et les jugements de performance se dessinent des mécanismes plus profondément ancrés dans les conditions concrètes d'exercice du métier : rapport au bâti existant, organisation du travail, contraintes temporelles, cadres institutionnels

et dynamiques collectives. Autrement dit, les déterminants classiques (prix, efficacité énergétique) apparaissent largement reconfigurés par des configurations relationnelles situées.



Un surcoût possible mais intégré dans des arbitrages économiques qui doivent faire sens

La dimension économique est celle qui suscite les positions les plus nuancées parmi les répondants. À l'affirmation selon laquelle les écomatériaux seraient trop chers pour être compétitifs, les avis se répartissent de manière relativement équilibrée : environ un tiers des répondants se disent d'accord, un tiers adopte une position intermédiaire et un tiers exprime un désaccord. Le surcoût est donc reconnu, mais il ne fait pas consensus comme frein majeur. Il apparaît davantage comme une contrainte à intégrer que comme un obstacle bloquant.

Les entretiens permettent de préciser cette perception. Plusieurs artisans évoquent un différentiel de prix initial : *« on est toujours sur des prix relativement hauts ; en général, ce sont des matériaux plus chers au départ »*. Toutefois, ce surcoût est fréquemment relativisé. Il est associé à une phase de structuration du marché : *« au début d'un marché, le produit est cher. Puis, quand ça se démocratise, les prix baissent »*. Le développement des capacités de production et l'organisation progressive des filières contribuent ainsi à rendre les prix *« plus entendables »*, ce qui limite la perception d'un écart réellement dissuasif.

Certaines disparités persistent néanmoins. Des matériaux comme le liège restent durablement coûteux, parfois décrits comme des produits qui *« valent de l'or »*. À l'inverse, d'autres écomatériaux, comme la paille, sont perçus comme particulièrement accessibles. Les professionnels soulignent ainsi que ces variations de prix ne sont pas spécifiques aux écomatériaux et qu'elles se retrouvent également dans les matériaux conventionnels. Le niveau de prix, en lui-même, ne constitue donc pas un critère suffisant pour expliquer les choix.

Dans ce contexte, la question économique apparaît moins liée au coût intrinsèque des matériaux qu'aux conditions dans lesquelles les acteurs peuvent les intégrer dans leurs arbitrages professionnels. Ces arbitrages dépendent largement de l'environnement dans lequel ils s'inscrivent, notamment des cadres institutionnels qui orientent et sécurisent les choix techniques.

C'est à ce niveau que se situent les principales tensions. Près de 78 % des répondants estiment que la reconnaissance institutionnelle demeure insuffisante pour soutenir le développement des écomatériaux. Les dispositifs actuels de rénovation sont souvent perçus comme trop standardisés, reposant sur des logiques de calcul énergétique qui privilégient des solutions techniques uniformisées, au détriment d'approches plus diversifiées.

À l'inverse, certains dispositifs territoriaux, comme en Normandie, montrent qu'un cadre incitatif clair peut jouer un rôle déterminant¹. Les aides conditionnées à l'usage d'écomatériaux sont perçues comme efficaces, car elles sécurisent les décisions et envoient un signal cohérent à l'ensemble de la chaîne d'acteurs – ménages, prescripteurs, artisans et fournisseurs. À l'opposé, l'instabilité ou la réorientation fréquente des dispositifs publics sont vécues comme un facteur d'incertitude, freinant l'investissement et la montée en compétence.

Enfin, plusieurs acteurs soulignent que l'inscription des écomatériaux dans des démarches de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) constitue un levier d'adhésion particulièrement efficace. En les reliant à des enjeux tels que l'image de l'entreprise, les conditions de travail ou la responsabilité sociale, ces démarches permettent de dépasser une lecture strictement économique du coût.

¹ <https://neci.normandie.fr/actualites/ecoconstruction-la-region-confirme-son-soutien-en-faveur-des-ecomateriaux>

Une performance reconnue et pensée à partir du bâti

La performance des écomatériaux constitue le point de convergence le plus marqué de l'enquête. Près de 94% des répondants considèrent que ces matériaux sont aussi performants, voire plus performants, que les solutions conventionnelles. Dans cet échantillon d'artisans déjà utilisateurs, la question de la performance énergétique ne fait donc pas controverse.

Dans ce contexte, l'usage d'écomatériaux apparaît d'abord comme une réponse technique aux spécificités du bâti existant, notamment pour limiter les pathologies liées à l'humidité ou aux incompatibilités de matériaux. Comme le résume un artisan : « *mettre du polystyrène sur de la pierre, ça fait des dégâts* ». Leur légitimité repose ainsi à la fois sur la reconnaissance de leur efficacité énergétique et sur leur adéquation perçue aux logiques constructives du patrimoine bâti.

Le bâti ancien occupe à cet égard une place centrale dans les discours. Plusieurs artisans décrivent les écomatériaux comme particulièrement adaptés aux constructions traditionnelles – pierre, terre crue ou maçonnerie ancienne. L'enjeu n'est pas présenté comme idéologique, mais comme relevant d'une cohérence constructive, visant à préserver l'équilibre du bâtiment et à prévenir l'apparition de désordres futurs.

La notion de performance est d'ailleurs mobilisée dans un sens élargi. Si les artisans évoquent les résultats énergétiques au sens strict, ils insistent également sur des dimensions qualitatives liées aux pratiques d'habiter et aux effets du changement climatique, en particulier la gestion des épisodes de chaleur. Sont ainsi mises en avant la capacité de régulation hygrométrique, l'amélioration du confort d'été ou encore la qualité de l'air intérieur associée aux écomatériaux, dans des bâtiments anciens comme dans des constructions plus récentes : « *un point énorme, c'est le confort. Vivre dans un logement avec des écomatériaux, c'est souvent moins d'humidité, plus de régulation, un air intérieur meilleur, etc. On le sait tous : c'est incomparable* ».

Les écomatériaux sont ainsi décrits comme étroitement liés au fonctionnement global de l'enveloppe du bâtiment – son inertie, sa capacité de respiration et les usages quotidiens des occupants. La performance est donc pensée de manière systémique et située, articulant matériau, support existant et modes d'habiter.

Comme le souligne un répondant, la décision technique ne peut se réduire à « *ce que dit le logiciel* » : elle doit également intégrer « *la façon dont les gens veulent vivre dans leur maison* ». Plusieurs artisans établissent ainsi implicitement une distinction entre les écomatériaux et certaines solutions techniques standardisées, en particulier celles centrées sur les équipements – comme les pompes à chaleur – perçues comme optimisées par le calcul et facilement substituables, mais parfois jugées peu adaptées à certaines configurations du bâti. Dans ce cadre, les écomatériaux apparaissent comme une alternative aux logiques de massification et d'uniformisation des interventions : « *mettre les mêmes matériaux partout, ça fait énormément de dégâts et ça va créer des pathologies du bâti dans les prochaines années* ».

La rénovation énergétique est ainsi décrite comme reposant avant tout sur un travail de diagnostic du bâti existant, consistant à examiner « l'état de la structure, la nature des matériaux en place et le fonctionnement global de l'enveloppe ».

Ces éléments montrent ainsi que la performance des écomatériaux ne relève pas d'une logique universelle et standardisée, mais d'une approche située, étroitement liée aux caractéristiques du bâti et aux usages des occupants. En ce sens, elle participe à une réaffirmation de la professionnalité artisanale, fondée sur le diagnostic, l'adaptation aux situations et la maîtrise du geste. Travailler avec ces matériaux apparaît ainsi, pour certains artisans, comme un moyen de revaloriser leur métier, en mettant en avant la qualité du geste professionnel, l'attention portée aux spécificités du bâti et la cohérence éthique de leur activité.

Le poids décisif des routines professionnelles

Toutefois, cette revalorisation ne se traduit pas automatiquement par une transformation des pratiques professionnelles, qui restent largement structurées par des routines stabilisées. Si la légitimité technique des écomatériaux apparaît largement consolidée au sein de cet échantillon, leur diffusion continue de se heurter aux conditions concrètes de mise en œuvre dans le travail artisanal.

Le principal enseignement de l'enquête concerne à cet égard le poids des routines professionnelles : près de 89 % des répondants estiment que le premier frein à la diffusion des écomatériaux réside dans des habitudes de travail profondément ancrées dans les pratiques du secteur.



Si plusieurs artisans évoquent l'émergence d'un « *état d'esprit plus tourné vers l'écologie* », se traduisant par une attention accrue portée au choix des matériaux, le secteur demeure largement structuré par la reproduction de gestes appris en formation initiale ou transmis par compagnonnage. « *C'est beaucoup par habitude* », explique un artisan.

Dans ce contexte, le changement de matériau ne se limite pas à un simple remplacement technique. Il implique une adaptation des gestes de pose et des détails d'exécution, notamment en matière de découpe, de fixation ou de gestion de l'humidité, ainsi qu'une évolution des modes de coordination entre corps de métier. Ces ajustements peuvent engendrer un surcoût, en temps, en organisation et en sécurisation des pratiques.

Environ un tiers des répondants estiment que la pose des écomatériaux est plus complexe et peut nécessiter des compétences spécifiques, ce qui peut entraîner un surcoût pour le client. Toutefois, les entretiens montrent que cette complexité est rarement attribuée aux matériaux eux-mêmes. Elle renvoie plutôt à un manque d'expérience et à la difficulté de sortir de pratiques stabilisées. Comme le souligne un artisan : « *des artisans ne savent pas poser, donc ils disent "Ça prend plus de temps". C'est faux. C'est juste qu'ils n'ont pas appris* ». Un autre résume : « *quand les artisans ne connaissent pas, ils ne vont pas y aller* ».

La difficulté apparaît ainsi moins dans la technicité des matériaux que dans leur appropriation : ce qui est perçu comme une complexité correspond le plus souvent à une phase d'apprentissage, plutôt qu'à une propriété intrinsèque des écomatériaux.

La question de la formation prolonge cette analyse. Environ 44 % des répondants estiment que l'offre de formation demeure insuffisamment accessible. Les entretiens nuancent toutefois ce diagnostic : le problème tiendrait moins à l'absence d'offre qu'à la difficulté d'y consacrer du temps dans un contexte de forte pression productive. « *On doit former nos gars, mais on n'a pas le temps.* » Plus spécifiquement, les répondants mettent en évidence un déficit de formation concernant la compréhension thermique du bâti existant, compétence pourtant essentielle pour adapter les techniques et les matériaux aux caractéristiques

des bâtiments : « *on a des gens sur le terrain qui n'ont pas été formés à la compréhension du bâti existant et encore moins à sa dimension thermique* ».

Les analyses croisées montrent par ailleurs que la capacité à évoluer dépend fortement du cadre organisationnel. Les membres de coopératives du bâtiment déclarent plus fréquemment que leur structure facilite l'accès à la formation, à l'accompagnement technique et à la mutualisation d'outils : « *on fait des groupes de travail, on essaie d'avancer là-dessus* ». À l'inverse, les indépendants apparaissent plus isolés face à l'expérimentation. La difficulté à sortir des routines ne relève donc pas seulement d'une disposition individuelle, mais d'un environnement professionnel plus ou moins soutenant.

Enfin, les contraintes logistiques apparaissent secondaires. La majorité des répondants ne considère ni l'accès aux matériaux ni les risques d'approvisionnement comme des obstacles majeurs, les filières étant perçues comme progressivement stabilisées : « *quand j'ai commencé avec la ouate de cellulose et la fibre de bois, c'était peu connu. Et aujourd'hui, tous les grands groupes – Point P, BigMat, etc. – proposent de la fibre de bois* ».

Ce résultat est central : si l'offre est disponible et si la performance est reconnue, le ralentissement de la diffusion ne peut être attribué à un déficit matériel. Les artisans engagés identifient eux-mêmes le cœur du blocage dans l'espace des pratiques professionnelles et des conditions d'exercice du métier.

La diffusion des écomatériaux apparaît dès lors indissociable d'une transformation des conditions d'exercice du métier d'artisan et des cadres collectifs qui soutiennent, ou non, l'apprentissage, la mutualisation et la prise de risque technique liée à la nouveauté.

Écomatériaux et précarité énergétique : un levier pour une transition juste

Cette dimension professionnelle entre par ailleurs en résonance avec les enjeux sociaux de la rénovation, en particulier dans le traitement de la précarité énergétique. L'enquête met en évidence une articulation structurante entre diffusion des écomatériaux et lutte contre la précarité énergétique.

Au total, 92 % des artisans interrogés considèrent qu'ils ont un rôle à jouer dans ce domaine. Cette donnée est centrale : elle montre que la profession ne se perçoit pas uniquement comme exécutante technique, mais également comme actrice sociale de la transition énergétique.

Les entretiens approfondissent cette dimension. Pour certains artisans, les écomatériaux apparaissent particulièrement pertinents dans les projets impliquant des

ménages modestes. « *Mettre des écomatériaux chez des gens très modestes, c'est une évidence* », explique l'un d'eux. Le raisonnement repose sur une logique de long terme, comme l'explique Franck Billeau, fondateur du Réseau Éco Habitat : les ménages en situation de précarité rénovent rarement plusieurs fois leur logement. « *Quand les gens n'ont pas beaucoup de moyens, il faut faire les choses bien du premier coup* ».



Plusieurs répondants évoquent également une dimension de justice sociale, refusant que les contraintes économiques conduisent à proposer des solutions de moindre qualité : « *ce n'est pas parce que les gens ont moins de moyens qu'ils doivent avoir les pires matériaux* ».

Ces propos laissent apparaître une idée forte : les écomatériaux sont associés à une exigence de qualité constructive qui ne devrait pas être réservée aux ménages les plus aisés. Leur usage est ainsi parfois présenté comme une manière de garantir des conditions d'habitat dignes et durables pour tous, en refusant que les ménages les plus vulnérables soient orientés vers des solutions perçues comme moins qualitatives.

Les écomatériaux sont également associés à des bénéfices en matière de **confort** et de **santé**, dimensions particulièrement importantes dans des logements souvent anciens ou dégradés. Plusieurs artisans évoquent notamment l'amélioration de la qualité de l'air intérieur et la régulation de l'humidité : « *dans certains logements, on voit tout de suite la différence : moins d'humidité, moins de condensation, et les gens respirent mieux* ». D'autres insistent sur les effets en matière de confort thermique et de conditions de vie : « *le confort d'été, pour des gens qui vivent dans des maisons mal isolées, ça change vraiment la vie* ». Comme le résume un artisan, la rénovation énergétique dans ces contextes dépasse la seule dimension technique : « *la rénovation énergétique pour les ménages modestes, ce n'est pas juste une question d'isolation. C'est aussi une question de santé* ».

Toutefois, la diffusion des écomatériaux auprès des ménages en situation de précarité apparaît étroitement liée à la capacité d'accompagnement des projets. Plusieurs artisans soulignent que l'adoption de ces solutions repose largement sur un travail d'explication et de construction de la confiance : « *sans accompagnement, tu ne peux pas convaincre* ». Il s'agit notamment d'aider les ménages à mobiliser les aides financières et à sécuriser les montages économiques : « *le problème n'est pas seulement le matériau, c'est aussi le financement* ». L'accompagnement porte également sur les usages du logement rénové et la compréhension du fonctionnement du bâti : « *ce n'est pas juste poser un matériau, c'est aussi expliquer comment la maison va fonctionner après* ».

Dans cette perspective, la transition juste ne repose pas uniquement sur le choix des matériaux, mais sur un travail relationnel et organisationnel plus large, articulant solutions techniques, contraintes économiques et pratiques d'habiter.

Plusieurs artisans soulignent ainsi qu'ils ne peuvent assumer seuls cet ensemble de tâches, qui dépassent le cadre strict de leur métier. Cette situation met en évidence l'importance de créer de nouvelles formes de gouvernance collective permettant de coordonner différents acteurs de la rénovation – artisans, accompagnateurs, structures d'ingénierie territoriale ou dispositifs publics pour lutter contre la précarité énergétique.

Recommandations à destination des acteurs de la rénovation

Les résultats de l'enquête montrent que la diffusion des écomatériaux ne dépend pas uniquement de leurs performances techniques ou de leur coût. Elle se situe à l'intersection de plusieurs dynamiques : transition écologique, évolution des pratiques professionnelles et enjeux de justice énergétique.

Dans cette perspective, les principaux freins identifiés ne relèvent pas d'un déficit de performance des matériaux, mais des conditions concrètes de leur mise en œuvre. Ils tiennent notamment à la lisibilité du cadre institutionnel, à l'accès à la formation, aux pratiques professionnelles et à l'organisation du travail sur les chantiers.

Dans un contexte déjà marqué par le renforcement des cadres réglementaires et le développement de l'offre en matériaux bas carbone, l'enjeu n'est donc pas seulement d'introduire de nouveaux dispositifs. Il consiste davantage à adapter les outils existants aux réalités du terrain, en tenant compte des contraintes opérationnelles, des logiques d'apprentissage et des modes d'organisation propres au secteur.

Les recommandations qui suivent visent ainsi à agir sur les principaux leviers identifiés par l'enquête : l'évolution des pratiques professionnelles, la sécurisation des parcours d'apprentissage, la structuration de l'accompagnement des ménages et la clarification du cadre institutionnel. Elles reposent sur la reconnaissance du rôle central des artisans dans la transition, non seulement dans la mise en œuvre technique, mais aussi dans l'orientation des choix et l'accompagnement des projets.

Mieux intégrer les artisans dans la fabrique des politiques de rénovation

Les résultats de l'enquête montrent que les artisans occupent une position déterminante dans l'émergence et la diffusion des écomatériaux. À l'interface entre prescriptions techniques, contraintes du bâti et attentes des ménages, ils jouent un rôle qui dépasse largement la seule mise en œuvre technique des travaux. Ils contribuent en effet à tester ces matériaux dans des contextes constructifs variés, à ajuster leur usage aux spécificités du bâti existant et à orienter les choix des ménages dans les projets de rénovation.

Dans cette perspective, la diffusion des écomatériaux ne dépend pas uniquement de la disponibilité des produits ou des signaux économiques du marché, mais aussi de la reconnaissance du rôle de ces acteurs dans les dynamiques de transition. Elle repose sur leur capacité à expérimenter ces solutions, à transmettre les savoir-faire associés et à les intégrer progressivement dans leurs pratiques professionnelles. Soutenir ces dynamiques apparaît ainsi comme un levier central pour favoriser l'émergence et la diffusion de ces matériaux dans le secteur de la rénovation.

Plusieurs pistes peuvent être envisagées dans cette perspective :

- **Associer plus systématiquement les réseaux d'artisans et les structures d'ARA à la co-conception des dispositifs de rénovation**

Les artisans interrogés ont fréquemment exprimé le sentiment que les dispositifs de rénovation sont principalement élaborés à partir d'objectifs techniques, réglementaires ou administratifs, tandis que les contraintes et savoirs issus de la pratique professionnelle sont parfois insuffisamment pris en compte. Dans cette perspective, une implication plus importante des réseaux d'artisans dans les phases de conception, d'expérimentation ou d'évaluation des dispositifs pourrait contribuer à enrichir les politiques publiques grâce à des retours d'expérience portant sur les conditions concrètes de mise en œuvre des rénovations, notamment dans le cas du bâti ancien ou de l'utilisation de matériaux moins standardisés. Des réseaux professionnels tels que Twiza ou le Reno'Acc' constituent à cet égard des interlocuteurs privilégiés pour faire remonter les savoirs issus de la pratique (Twiza, 2025).

- **Renforcer le soutien aux structures d'intermédiation**

L'enquête met également en évidence l'importance d'organisations capables de coordonner différents acteurs de la rénovation – artisans, accompagnateurs, collectivités ou structures techniques. Des structures comme les coopératives d'artisans, les réseaux d'accompagnement, les fédérations ou certaines initiatives territoriales facilitent la diffusion située des écomatériaux en mutualisant des compétences et en structurant des collectifs professionnels. Les coopératives d'activités et d'emploi du bâtiment illustrent ce type d'arrangements en permettant à des artisans de travailler au sein d'une structure coopérative qui favorise la coopération entre métiers et la mutualisation de ressources. Par ailleurs, des programmes comme Coop'Réno, porté par l'Ademe, ont contribué à structurer des communautés de pratiques à différents échelons territoriaux, favorisant le partage d'expériences entre artisans, acteurs de l'accompagnement et institutions locales. Ces espaces jouent

également un rôle clé de traduction entre les différents registres d'action – techniques, institutionnels et économiques – en adaptant les discours aux attentes des différents acteurs, y compris les entreprises engagées dans des démarches de RSE. Ce type d'initiative montre que le soutien aux structures d'intermédiation ne renforce pas seulement les capacités organisationnelles des professionnels, mais participe aussi à la circulation des savoirs et à l'apprentissage collectif autour des pratiques de rénovation.

- **Mieux articuler les politiques de rénovation écologique avec les dispositifs de lutte contre la précarité énergétique**

Les résultats de l'enquête montrent que de nombreux artisans associent l'usage des écomatériaux à une exigence de qualité constructive pour les ménages modestes, en particulier dans les logements anciens où les enjeux d'humidité, de confort thermique et de qualité de l'air intérieur sont particulièrement marqués. Pourtant, les dispositifs publics tendent encore à traiter séparément les enjeux énergétiques, sociaux et constructifs. Certaines initiatives territoriales illustrent toutefois la possibilité d'une approche plus intégrée. À Besançon, par exemple, le projet européen LIFE RenewIt, porté notamment par le bailleur social Loge.GBM, expérimente des démarches de rénovation énergétique impliquant les habitants selon les principes de l'autoréhabilitation accompagnée. En combinant accompagnement social, participation des habitants et rénovation du bâti, ces démarches contribuent à améliorer la qualité des logements, à favoriser l'appropriation des travaux réalisés et à rendre plus accessibles des solutions constructives de qualité. Dans cette perspective, soutenir les programmes territoriaux articulant rénovation énergétique, accompagnement social et mobilisation d'artisans formés aux écomatériaux pourrait permettre de mieux intégrer ces matériaux dans les dispositifs destinés aux ménages modestes, afin d'améliorer simultanément la performance énergétique, la qualité sanitaire et la durabilité des rénovations.

Reconnaître le coût d'apprentissage lié à l'évolution des pratiques

L'enquête met en évidence que la principale difficulté ne tient pas à la performance des matériaux, largement reconnue par les artisans interrogés, mais au temps et à l'organisation nécessaires pour faire évoluer des routines professionnelles stabilisées.

L'intégration de nouveaux matériaux implique souvent un travail d'apprentissage situé : compréhension du comportement du matériau, adaptation des gestes techniques, coordination avec d'autres corps de métier et ajustement aux spécificités du bâti existant. Or ce travail d'appropriation reste largement invisible dans les dispositifs actuels, qui rémunèrent principalement les travaux réalisés sans reconnaître les phases d'expérimentation ou de montée en compétence.

Plusieurs pistes d'action peuvent être envisagées pour mieux prendre en compte cet investissement professionnel :

- **Expérimenter des mécanismes de financement du temps d'apprentissage en situation de chantier**

Certaines initiatives montrent qu'il est possible de soutenir l'apprentissage directement dans les contextes de travail. Des formats comme les chantiers-écoles, les chantiers participatifs ou les dispositifs de formation en situation de travail permettent aux artisans de se familiariser avec de nouvelles techniques tout en réalisant des travaux concrets. Aujourd'hui, certains centres de formation d'apprentis disposent par exemple de bâtiments pilotes dédiés aux écomatériaux, permettant d'expérimenter différentes solutions constructives. Des réseaux comme Twiza organisent également ce type d'espace d'apprentissage collectif, favorisant la transmission de savoir-faire entre pairs.

- **Soutenir des opérations pilotes permettant de sécuriser les premières mises en œuvre**

Les premières expérimentations constituent souvent un moment clé dans l'adoption de nouvelles pratiques. Des démonstrateurs territoriaux ou des projets pilotes peuvent permettre de tester certaines techniques dans des conditions réelles tout en limitant les risques pour les professionnels. Des dispositifs portés par l'Ademe, notamment à travers des appels à projets ou des programmes d'innovation territoriale, ont déjà contribué à soutenir ce type d'expérimentation dans le domaine de la rénovation et des matériaux biosourcés.

- **Reconnaître le sur-temps d'appropriation dans certains dispositifs d'aide**

Les dispositifs de soutien à la rénovation pourraient davantage prendre en compte le surcroît de temps nécessaire à l'intégration de solutions moins standardisées. Dans certains cas, l'utilisation d'écomatériaux ou l'adaptation à un bâti ancien impliquent des phases supplémentaires de diagnostic, de préparation du chantier ou d'ajustement technique. Reconnaître ce sur-temps – par exemple à travers des forfaits spécifiques ou des dispositifs d'accompagnement renforcé – pourrait contribuer à sécuriser les professionnels qui souhaitent faire évoluer leurs pratiques.

- **Renforcer les dispositifs de soutien à la montée en compétence des petites entreprises artisanales**

Une grande partie des entreprises du bâtiment sont de très petites structures, pour lesquelles l'investissement en formation ou en expérimentation peut représenter un coût important. Des dispositifs spécifiques pourraient soutenir ces entreprises dans leurs démarches d'apprentissage, par exemple à travers des aides à la formation, des temps de compagnonnage entre pairs ou l'accès facilité à des réseaux professionnels et à des communautés de pratiques.

Améliorer la lisibilité et la stabilité des signaux publics

Enfin, plusieurs résultats de l'enquête mettent moins en évidence un déficit d'aides qu'un manque de lisibilité et de cohérence perçue des dispositifs publics. Les politiques actuelles prennent en compte les écomatériaux principalement de manière indirecte, à travers les dispositifs de rénovation énergétique, les programmes d'innovation ou encore les réglementations environnementales. Les professionnels interrogés ont souligné que les dispositifs publics de rénovation sont principalement structurés autour d'objectifs de performance énergétique. Plusieurs d'entre eux estiment que cette orientation peut rendre moins visibles ou moins valorisées certaines solutions constructives adaptées aux spécificités du bâti existant, notamment lorsqu'elles reposent sur des matériaux biosourcés ou sur des approches de rénovation plus contextualisées. Cette perception renvoie moins à l'absence de soutien à ces solutions qu'à la difficulté de les voir pleinement reconnues dans certains critères d'évaluation ou dispositifs d'accompagnement.

Dans un secteur fortement contraint par l'incertitude réglementaire et économique, la stabilité et la clarté des orientations publiques constituent un levier structurant pour permettre aux professionnels d'investir dans de nouvelles pratiques, de se former et de structurer leurs offres. Si certains dispositifs ou initiatives locales mentionnent explicitement les écomatériaux, cette reconnaissance demeure encore partielle et peu lisible à l'échelle nationale.

Pistes d'action :

- **Poursuivre les efforts de mise en cohérence entre les différents instruments publics**

Une meilleure articulation entre la réglementation environnementale des bâtiments (RE2020), les dispositifs d'aide à la rénovation et les politiques sociales pourrait contribuer à limiter les injonctions contradictoires auxquelles sont confrontés les professionnels. Cette coordination apparaît particulièrement importante pour éviter que certaines orientations réglementaires ne favorisent indirectement des solutions standardisées peu adaptées au bâti existant.

- **Renforcer la visibilité des dispositifs d'aide dans le temps**

Si les orientations générales de la transition énergétique sont définies à travers des instruments comme la stratégie nationale bas-carbone et la programmation pluriannuelle de l'énergie, leur traduction opérationnelle dans les dispositifs de soutien à la rénovation reste souvent marquée par des ajustements fréquents. Stabiliser sur plusieurs années les règles d'éligibilité et les niveaux de soutien pourrait contribuer à sécuriser les investissements des professionnels et à faciliter l'évolution de leurs pratiques.

Par ailleurs, les politiques publiques de rénovation restent aujourd'hui principalement structurées autour de la réduction des consommations énergétiques des bâtiments. Or la décarbonation du secteur ne repose pas uniquement sur l'installation d'équipements performants, comme les pompes à chaleur, mais également sur la capacité de certains matériaux – notamment les matériaux biosourcés – à stocker temporairement du carbone dans le bâti. Cette dimension demeure encore largement absente ou insuffisamment prise en compte dans les principaux dispositifs de rénovation énergétique.

- **Veiller à ce que les critères d'éligibilité ne pénalisent pas indirectement les écomatériaux**

Certains dispositifs reposent sur des critères techniques standardisés (valeurs de résistance thermique, typologies de solutions ou certifications spécifiques) qui peuvent s'avérer moins adaptés à certaines configurations de rénovation, notamment dans le bâti ancien. Une attention particulière pourrait être portée à la manière dont ces critères influencent les choix techniques sur le terrain afin d'éviter que des solutions constructives pertinentes ne soient indirectement écartées.

Faire des écomatériaux un levier d'amélioration des conditions de travail et d'attractivité des métiers

Au-delà des enjeux environnementaux, les résultats suggèrent que le développement des écomatériaux peut également contribuer à améliorer certaines dimensions des conditions de travail dans le bâtiment. Plusieurs artisans évoquent une satisfaction professionnelle liée à la qualité d'usage des matériaux, à leur cohérence avec le fonctionnement du bâti et aux effets perçus sur le confort des habitants. Cette satisfaction est souvent formulée en termes de qualité du geste professionnel et de sens du métier.

Dans un secteur confronté à des difficultés persistantes de recrutement et de renouvellement de la main-d'œuvre, ces éléments peuvent constituer un levier d'attractivité professionnelle en valorisant des pratiques constructives perçues comme plus qualitatives et cohérentes avec les enjeux environnementaux. Le développement des écomatériaux peut également représenter une opportunité pour renforcer la prévention et les bonnes pratiques dans un secteur particulièrement exposé aux maladies professionnelles. Leur diffusion peut en effet constituer un levier pour développer la formation aux bonnes pratiques de mise en œuvre et aux mesures de prévention.

Pistes d'action :

- **Soutenir des initiatives visant à améliorer l'ergonomie et les conditions de travail sur les chantiers de rénovation**, notamment à travers des démonstrateurs ou des projets pilotes permettant d'identifier et de documenter des pratiques de chantier moins pénibles ou réduisant certaines expositions. Ces dimensions pourraient être davantage intégrées comme critères dans l'évaluation des solutions constructives ou dans certains dispositifs publics de soutien à la rénovation. Une telle approche permettrait de mieux prendre en compte les enjeux de santé au travail et de contribuer, à plus long terme, à la réduction des coûts liés aux maladies professionnelles dans le secteur du bâtiment.
- **Développer des actions ciblées pour renforcer l'attractivité et la diversité des métiers du bâtiment**, notamment en valorisant les pratiques liées aux écomatériaux dans les campagnes de promotion des métiers et en soutenant des dispositifs d'accompagnement pour les publics sous-représentés, en particulier les femmes.

Au-delà des matériaux : les conditions sociales de leur diffusion

Cette note de recherche montre ainsi le rôle central des artisans comme acteurs du changement : loin d'être de simples exécutants, ils traduisent les orientations environnementales dans l'espace du chantier, ajustent les solutions au bâti existant, accompagnent les ménages et orientent concrètement les conditions de diffusion – ou de limitation – des écomatériaux.

L'enquête invite dès lors à considérer la transition matérielle du bâtiment comme un processus profondément relationnel, dans lequel les artisans occupent une position d'intermédiaires entre politiques publiques, contraintes constructives, logiques économiques et pratiques d'habiter. Dans cette perspective, soutenir les écomatériaux suppose moins de se concentrer uniquement sur les matériaux eux-mêmes que de renforcer les cadres professionnels, collectifs et institutionnels qui rendent

leur usage possible. Même au sein d'un échantillon particulièrement engagé, les freins persistent : poids des routines professionnelles, temps d'apprentissage, isolement de certaines petites structures, lisibilité imparfaite des dispositifs publics et nécessité d'un accompagnement renforcé.

Cette recherche ouvre enfin plusieurs pistes : approfondir la comparaison entre segments professionnels plus ou moins engagés, mieux saisir le rôle des configurations territoriales et des structures collectives d'accompagnement, et analyser plus finement les liens entre diffusion des écomatériaux, justice énergétique et transformation du travail artisanal.



BIBLIOGRAPHIE

- Ademe** (2022). Synthèse « Étude comparative internationale sur l'autorénovation ». <https://librairie.ademe.fr/batiment/5992-etude-comparative-internationale-sur-l-auto-renovation.html>
- Ademe** (2023). « L'autorénovation accompagnée. Impacts et perspectives économiques pour les entreprises du bâtiment ». <https://librairie.ademe.fr/societe-et-politiques-publiques/6378-l-auto-renovation-accompagnee-impacts-et-perspectives-economiques-pour-les-entreprises-du-batiment.html>
- AICB** (2024). « Le baromètre des biosources ». https://www.batiment-biosource.fr/le-barometre-des-biosources-1ere-edition/?utm_source=chatgpt.com
- Brown D., Middlemiss L., Davis M. et al.** (2025). « Rethinking retrofit: relational insights for the design of residential energy efficiency policy ». *Energy Research & Social Science*, 120 (February): 103863. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2024.103863>
- Killip G., Owen A.** (2020). « The construction industry as agents of energy demand configuration in the existing housing stock ». *Energy Policy*, 147 (December): 111816. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2020.111816>
- Middlemiss L., Davis M., Brown D. et al.** (2024). « Developing a relational approach to energy demand: a methodological and conceptual guide ». *Energy Research & Social Science*, 110 (April): 103441. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2024.103441>
- Murtagh N., Alice M., Owen A., Simpson K.** (2021). « What motivates building repair-maintenance practitioners to include or avoid energy efficiency measures? Evidence from three studies in the united kingdom ». *Energy Research & Social Science*, 73 (March): 101943. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.101943>
- Nomadéis** (2015). « Les entreprises artisanales du bâtiment au cœur du développement des filières de matériaux biosourcés pour la construction: quelles perceptions, quelles pratiques, quelles attentes? »
- Owen A., Mitchell G., Gouldson, A.** (2014). « Unseen influence – The role of low carbon retrofit advisers and installers in the adoption and use of domestic energy technology ». *Energy Policy*, 73 (October): 169–79. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2014.06.013>
- Parag Yael, Kathryn B., Janda** (2014). « More than filler: middle actors and socio-technical change in the energy system from the "middle-out" ». *Energy Research & Social Science*, 3 (September): 102–12. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2014.07.011>
- Simpson Kate, Murtagh N., Owen A.** (2021). « Domestic retrofit: understanding capabilities of micro-enterprise building practitioners ». *Buildings and Cities*, 2 (1): 449–66. <https://doi.org/10.5334/bc.106>
- Twiza** (2025). « "Faire avec": autoconstruction ou autorénovation accompagnée ». <https://fr.twiza.org/portail/autoconstruire-sa-maison-accompagne-par-des-professionnels>

REMERCIEMENTS

Cette recherche a bénéficié du soutien et de la collaboration de nombreuses personnes et organisations. L'autrice tient tout d'abord à remercier chaleureusement Cécile Gracy ainsi que l'Ademe pour la mise en place du challenge Coop' Rêno, qui a constitué un cadre précieux pour le développement de ces travaux.

Des remerciements particuliers sont adressés à AJENA, et notamment à Arnault Leroy, ainsi qu'à Alterre Bourgogne-Franche-Comté, en particulier Fabienne Lapiche et Pascale Repellin, pour leur engagement dans l'animation et le suivi de cette dynamique collective.

L'autrice remercie également les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) impliquées dans le projet, notamment Guillaume Masseteau et Arthur Michal, ainsi que l'ensemble des artisans parties prenantes du challenge Coop' Rêno. Leurs retours d'expérience et leur disponibilité ont contribué de manière décisive à construire, enrichir et rendre plus lisible ce travail de recherche, en donnant une place centrale à des pratiques et à des savoirs souvent insuffisamment entendus. Elle remercie également celles et ceux qui œuvrent déjà de longue date sur ces enjeux, notamment le Réseau Éco Habitat, Enerterre et le Reno' Acc'.

Enfin, l'autrice tient à exprimer sa profonde gratitude à Denis Bernadet et Claire Letertre pour leur relecture attentive et pour leur remarquable travail d'expertise et éditorial.

Créé par LEROY MERLIN en 2005, LEROY MERLIN Source réunit des chercheurs, des enseignants et des professionnels du champ de l'habitat qui ont accepté de partager leurs savoirs et leurs connaissances avec les collaborateurs de l'entreprise.

Au sein de trois pôles – Habitat et autonomie, Habitat, environnement et santé, Usages et façons d'habiter – ils créent des savoirs originaux à partir de leurs pratiques, réflexions et échanges, sur les évolutions de l'habitat et les modes de vie, principalement par le recours à la recherche en sciences humaines et sociales.

Ils travaillent de manière transversale au sein de chantiers de recherche dont les thèmes sont définis annuellement par la communauté des membres des groupes de travail, en dialogue avec les axes stratégiques de l'entreprise. Ces travaux sont construits avec des collaborateurs

de l'entreprise et ouverts à des partenariats avec des acteurs de l'habitat.

Les résultats de ces chantiers sont transmis d'une part aux collaborateurs de LEROY MERLIN sous des formes adaptées à leurs préoccupations, et d'autre part à tous les acteurs de la chaîne de l'habitat intéressés dans une diversité de supports : rapports de recherche et synthèses, films, expositions, événements publics, etc.

Ces collaborations actives donnent lieu à des publications à découvrir sur le site de **LEROY MERLIN Source**.

www.leroymerlinsource.fr

contact.leroymerlinsource@leroymerlin.fr

X@LM_Source